

**Cher(e)s Collègues,
Cher(e)s camarades,**

C'est avec une certaine solennité que nous publions ce communiqué. En effet, il n'est pas exagéré de constater qu'un véritable tournant destructeur des acquis sociaux initié par la politique gouvernementale est en train de se dérouler sous nos yeux.

Les constructeurs automobiles viennent de dévoiler les chiffres catastrophiques de vente de février 2013. Comment pourrait-il en être autrement avec les paies bloquées ? Puis, une Ministre de « l'écologie » annonce, que pour des motifs de « santé publique », la fiscalité du gas oil allait rejoindre celle de l'essence...

Du point de vue de nos dirigeants, l'émulation dans « l'imagination » pour nous faire payer une dette qui n'est pas la nôtre, n'a plus de borne. C'est une véritable frénésie de reculs sociaux ou d'appauvrissement qui est programmé. Des exemples :

- Afin de financer le « pacte de compétitivité », qui consiste à alléger les « cotisations sociales de la branche famille (les allocations familiales et assimilées) à hauteur de 20 milliards d'euro signifiant un somptueux cadeau aux patrons, le gouvernement Hollande envisage une augmentation de la TVA (de 19,6 à 20%, de 7 à 10%). Et des voix parlementaires proposent maintenant un taux non plus à 20, mais 20,5% !
- Le 6 mars prochain commence la « discussion parlementaire » pour transposer dans la loi l'accord national interprofessionnel (l'ANI signé par le MEDEF et la direction de la CFDT) que n'ont pas signé la CGT et FO. La section appelle les collègues à se mobiliser le 5 mars prochain à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires.

L'accord scélérat ne doit pas être transposé dans la loi, pour au moins deux raisons :

- nous avons tous des conjoints pour qui le CDI risque d'être remis en cause.
- Et si le CDI est remis en cause par cet accord et transposé dans la loi, alors les digues qui protègent le Statut devraient selon ce gouvernement aussi céder.
- C'est d'ailleurs ce qu'envisage MME Lebranchu lorsqu'elle annonce le « chantier de rénovation des grilles », en vue de « favoriser les mobilités intra et interministérielles ».

Les fonctionnaires que nous sommes n'ont donc aucun intérêt à voir se généraliser la précarité, les facilités accordés aux employeurs pour licencier dans le secteur privé.

D'autres exemples : haro sur les retraités ! Pour eux aussi l'imagination est illimitée pour les appauvrir :

- Fin de la déduction forfaitaire de 10 %.
- Augmentation de la CSG de 6,6 à 7,5 %.
- Une indexation des augmentations de pension réduite à la moitié de celles des prix.
- Fiscalisation de la majoration de pension pour les parents de 3 enfants ou plus.

Haro aussi sur les parents d'étudiants :

suppression de la demi part supplémentaire pour les enfants étudiants de plus de 21 ans, moyennant une allocation étudiante sous condition de ressources que personne ne percevra, puisqu'avec un SMIC, on est déjà presque riche !

« Réforme » des retraites : les revoilou !

Enfin, le rouleau compresseur médiatique vient de se mettre en marche pour une « nouvelle réforme » des retraites, consistant soit à aggraver tous les paramètres « techniques » (âge de départ, nombre d'annuités, etc), soit à procéder à une réforme « systémique », concrètement un système par point.

**Cher(e)s Collègues,
Cher(e)s camarades,**

Tout ce tableau peut sembler sans fin, et tout combat sans espoir. Pourtant, MME. Lebranchu a du nous lâcher le 8ème échelon, et la journée de carence (dans des conditions encore pas convenables). Pourtant, les instituteurs s'opposent massivement à la dislocation de l'enseignement public et obtiennent des résultats.

Nous continuerons donc à informer et à mobiliser. Pour le faire au mieux, il faut se syndiquer, il faut se syndiquer à la CGT Finances Publiques. Un syndicat n'existe pas avec des syndiqués virtuels ou des « sympathisants », mais avec des adhérents.

Des collègues nous demandent : peut-on faire la grève le 5 mars prochain contre la transposition de « l'ANI » ? La réponse est oui.

Un car de l'Union Locale de Nemours partira de la gare de St Pierre à 12 H pour rejoindre la manifestation parisienne.